

QUESTIONS DU JOUR

La Démobilisation

Elle doit se faire d'abord au profit de l'Agriculture

Le Gouvernement a eu l'excellente idée de créer un sous-secrétariat d'Etat à la démobilisation, et de confier à M. Deschamps, député d'Ille-et-Vilaine, la direction de cet organe qui dépendra du ministère de la Guerre.

Le sous-secrétaire d'Etat à la démobilisation est chargé de provoquer, de centraliser et de coordonner toutes les mesures d'ordre civil et militaire, ayant pour objet le passage progressif du pays de l'état de guerre à l'état de paix. C'est une mission délicate, comportant une lourde responsabilité, mais tous ceux qui connaissent l'honorable député de Rennes estiment qu'il a les qualités requises pour la mener à bien.

La démobilisation embrasse en réalité une série de problèmes que M. Deschamps ne pourra résoudre à la fois. Il devra nécessairement faire un choix et s'occuper d'abord de ceux dont l'intérêt public exige la solution immédiate. Or, je ne serai démenti par personne en affirmant que le problème du relèvement de notre production agricole doit passer avant tous les autres.

Pour le prouver, il me suffira de rappeler la situation dans laquelle la guerre a placé l'agriculture qui est la principale source de richesse de notre pays.

**

Avant la guerre, la valeur d'ensemble de la production agricole française s'élevait à environ 18 milliards de francs et cette production suffisait presque à tous les besoins de la consommation nationale. Mais quatre années de mobilisation générale ont changé tout cela et nous arrivons à la paix victorieuse avec un énorme déficit alimentaire que l'importation parvient difficilement à combler, d'où la baisse de nos changes extérieurs et la hausse formidable du prix des denrées que les consommateurs ont à subir.

Déjà, avant 1913, l'agriculture française, en raison des méthodes surannées dans lesquelles elle s'éternisait et que j'ai bien souvent déplorées ici-même, ne donnait pas ce qu'elle aurait pu produire, ainsi que le montre le tableau suivant :

Rendement moyen à l'hectare pendant la période 1909 à 1913

Pays	Blé	Avoine	Orge	Pommes
				de terre
(Quintaux métriques)				
France.....	13.2	13.0	14.3	85.7
Allemagne.....	21.4	19.8	20.9	137.1
Grande-Bretagne....	21.1	17.9	18.4	146.7
Autriche.....	13.6	14.3	15.1	99.2
Belgique.....	24.9	28.2	23.8	183.2
Hollande.....	24.0	20.9	28.4	147.9
Danemark.....	27.5	17.5	21.9	137.1

Ce tableau est navrant. Nous avons, évidemment, des terres excellentes qui produisent des rendements bien supérieurs aux moyennes ci-dessus, mais ce sont précisément des terres cultivées méthodiquement, avec des instruments aratoires perfectionnés et pour lesquelles les engrais ne font jamais défaut.

Il convient donc de pousser les agriculteurs français à changer immédiatement leurs procédés culturels, d'autant plus que leur situation sera plus grave après la paix qu'avant la guerre, parce que les salaires que l'industrie, le commerce, les admi-

nistrations publiques, les chemins de fer, etc., offriront pour compléter leur personnel, aggraveront la pénurie de la main-d'œuvre dont notre agriculture souffrait déjà avant 1914.

C'est pour obtenir cette réforme nécessaire que M. Boret, ministre de l'Agriculture, a appelé l'attention de M. Clemenceau sur « l'intérêt qu'il y aurait à faciliter, dès à présent, la reprise de leurs études aux élèves de l'Institut National Agronomique et des Ecoles Nationales d'Agriculture, actuellement sous les drapeaux et qui, appartenant aux classes de recrutement déjà passées dans la réserve de l'armée active, sont, à ce titre, appelés à bénéficier de la démobilisation dès la signature de la paix ».

**

La proposition de l'honorable ministre de l'Agriculture est justifiée par les circonstances, car la crise de la main-d'œuvre agricole, qui s'est cruellement manifestée pendant la guerre, mais qui était cependant atténuée par l'emploi de prisonniers de guerre et de contingents coloniaux, s'accroîtra avec l'état de paix; en effet, d'une part, ces concours feront défaut aux exploitations agricoles, et, d'autre part, c'est au détriment de la population rurale — déjà si lourdement atteinte par la guerre — que les industries et les administrations urbaines reconstitueront leur personnel.

Il est donc indispensable que l'emploi de l'outillage mécanique perfectionné, la généralisation des engrais chimiques et le choix rationnel des genres de culture convenant le mieux à telle région, ou à telle qualité du sol, soient désormais les principes directeurs de notre agriculture nationale. Mais il s'agit là d'une transformation d'usages et d'habitudes extrêmement délicate, d'une véritable révolution pour tout dire, qui ne sera acceptée dans les campagnes que si les professeurs d'agriculture et les ingénieurs agronomes viennent expliquer eux-mêmes aux intéressés les avantages pécuniaires que cette transformation leur procurera.

Or, le personnel enseignant agricole, déjà insuffisant avant la guerre, ne pourra pas être à la hauteur des nouveaux besoins si on ne s'efforce pas de l'augmenter par tous les moyens possibles.

L'enseignement supérieur agricole, qui fournit à la France ses professeurs d'agriculture et ses ingénieurs agronomes, est exclusivement donné par l'Institut National Agronomique et nos trois Ecoles Nationales d'Agriculture. En mettant immédiatement en sursis d'étude — ou en congé sans solde pour les officiers — ceux de leurs élèves mobilisés, appartenant aux classes 1916 et plus anciennes, on ferait gagner une année d'études à ces élèves, ce qui faciliterait la solution du problème à résoudre.

De toutes nos sources de production, l'agriculture est celle dont le relèvement contribuera le mieux à la restauration économique de notre pays. Il faut, à tout prix, que les Français puissent vivre des produits de leur sol et qu'ils arrivent même à réaliser des excédents pour l'exportation, ce qui provoquerait une baisse des cours sur le marché intérieur et, par suite, une amélioration des conditions de l'existence.

La proposition du ministre de l'Agriculture entre bien dans le cadre des réformes à accomplir pour atteindre ce double résultat.

Il y a donc tout lieu d'espérer que M. Deschamps donnera satisfaction à M. Boret en faisant mettre en sursis, ou en congé sans solde, les élèves de l'Institut National Agronomique et de nos trois Ecoles Nationales d'Agriculture.

EDMOND THÉRY.

La Révolution en Allemagne

Le Coup d'Etat du 6 Décembre

Dans toute l'Allemagne, et à Berlin particulièrement, c'est le gâchis, le chaos révolutionnaire. Le grand fait qui domine la situation actuelle, l'événement saillant de cette révolution confuse et contradictoire qui n'a encore trouvé ni son centre, ni sa direction, s'est passé le 6 décembre, dans l'ancienne capitale impériale. Ce jour-là un coup d'Etat a eu lieu dont on ignore encore les détails exacts. Il semble qu'il y ait eu tentative des révolutionnaires extrémistes, Liebknecht et ses comparses du groupe Spartacus, pour renverser le Directoire Ebert-Haase et leurs quatre collègues. Quelle fut la part du Conseil des ouvriers et soldats et de quel bord étaient-ils? Il est encore difficile de le préciser. Au début tout portait à croire que le coup d'Etat venait du gouvernement modéré pour se débarrasser de la tutelle du Comité exécutif des C. O. S., en liaison étroite avec les partisans du groupe Spartacus, mais d'après la *Gazette de Francfort* le gouvernement et le Comité seraient tombés d'accord, dès le 8, sur la nécessité qu'il y avait pour eux à collaborer étroitement, afin de sauver la révolution (?). Il aurait été décidé que le Pouvoir exécutif demeurerait tout entier entre les mains du Directoire et que toute tentative faite pour le déposer par la violence serait réprimée énergiquement.

Le rôle du C. O. S. de Berlin serait donc tout à fait effacé et le conflit se serait produit uniquement entre le gouvernement d'Ebert et le groupe extrémiste. Voici d'ailleurs, l'exposition des faits telle que permettent de la faire les nouvelles incomplètes recues des deux partis ennemis, qui ont chacun des stations radiotélégraphiques en leur pouvoir.

Tout d'abord, il semble qu'il y ait eu deux séries d'incidents : En premier lieu, une démonstration pro-gouvernementale, au cours de laquelle Ebert aurait été proclamé président de la République et les membres du Comité exécutif arrêtés. En second lieu, une manifestation anti-gouvernementale qui a abouti à une collision sanglante, et sur l'importance de laquelle les renseignements font encore défaut.

La première manifestation était composée de plusieurs colonnes de marins et de soldats en armes, sous la conduite de l'agitateur Spiro, lequel arrivé à la Chancellerie, prononça un discours enflammé condamnant l'action du Comité exécutif et réclamant la convocation, pour le 20 décembre, d'une Assemblée nationale si on voulait sauver l'Allemagne de la ruine, déclarant finalement « qu'au nom de la nation, il proclamait Ebert premier président de la République sociale allemande ».

Ebert n'accepta pas et déclara vouloir d'abord consulter ses collègues. Au cours de l'après-midi, tous les membres du Comité exécutif, élus le 10 novembre lors de la réunion du Comité des ouvriers et soldats, ont été incarcérés par les soldats.

Dès que cette arrestation fut connue une contre-manifestation s'organisa aussitôt; il y eut bagarre avec les partisans du Directoire; pendant ce temps les membres du Comité étaient remis en liberté et le Directoire déclara qu'il était étranger à cette arrestation.

Les deux partis rivaux semblaient donc être le Directoire et le Comité exécutif, c'est pourquoi il convient de remarquer que la presse officielle rejette toute la responsabilité de l'échauffourée sur le groupe Spartacus. Les commentaires des journaux berlinois montrent en outre que les événements qui se sont déroulés le 6 décembre à Berlin et les rencon-

tres qui se sont produites sont loin d'avoir eu un caractère aussi anodin que le prétendent les informations de source gouvernementale.

La *Gazette de Voss* dit : « Le groupe Spartacus essayait hier une véritable révolution. Il espérait s'emparer du pouvoir. Les événements doivent lui avoir montré que ses calculs sont faux. »

Le *Vorwaerts*, reconnaissant qu'il y eut une véritable bataille des rues, dit : « Une lumière complète sur des incidents si regrettables est indispensable, afin que les groupes minoritaires ne puissent pas rejeter sur le gouvernement la responsabilité du sang qui a coulé. »

Il apparaît donc que la contre-manifestation ait été œuvre du groupe Spartacus, qui aurait profité des circonstances pour renverser le Directoire, à moins que la nomination d'Ebert n'ait été le fait de provocateurs et d'émissaires de ce groupe, afin de susciter des troubles et d'établir à son profit un contrôle sur la révolution.

Liebknecht semble maître de la rue. Il disposerait d'automotrices et de mitrailleuses et serait loin de s'avouer vaincu de l'échec de sa tentative de coup de force. Il a lancé un appel à la grève générale; et c'est devant la puissance et la véhémence de ses exhortations que les relations auraient repris entre le Directoire et le Comité exécutif. La dernière proclamation qu'il a lancée est ainsi libellée : « Nous refusons de signer la paix avec l'Entente. Nous voulons le renversement du cabinet actuel d'ici quinze jours. »

C'est afin de contrecarrer les éléments du groupe Spartacus qui, d'après la *Gazette de Cologne*, seraient formés de la lie de la population, de déserteurs et de sans-travail, armés de fusils et de mitrailleuses, que l'organisation de la « garde républicaine », comprenant 10.000 hommes, fut avancée. De plus, des troupes fidèles sont entrées le 10 décembre à Berlin. Vaincues sur les champs de bataille, elles sont appelées à faire renaitre l'ordre du chaos où se débat Berlin. Nul doute qu'elles y parviendront si elles résistent à la contagion du bolchevisme. Nanties de belles promesses, assurées d'avantages multiples, il est parfaitement possible qu'elles demeurent disciplinées.

La seule question qui se pose est de savoir si les commissaires du peuple, hésitants et divisés entre eux, oseront employer sans réserve ces forces contre les ouvriers des faubourgs, les déserteurs et les soldats des dépôts qui obéissent aux excitations de Liebknecht.

Si le gouvernement recule devant ces décisions, il est parfaitement possible que les monarchistes, qui guettent dans l'ombre l'heure propice, se substituent à lui; tout au moins dans la capitale. En effet, Hindenburg veille dans la coulisse, et tout autorise à croire que la réaction impérialiste n'attend pour intervenir que l'instant où les extrémistes auront renversé le Directoire Ebert-Haase.

Le chaos est donc grand. Et il faut noter ce cri du *Berliner Tageblatt* : « Cela ne peut pas continuer. Si la situation actuelle persiste, l'Entente dictera une paix qui sera l'anéantissement de l'Allemagne. »

Cette déclaration, ainsi que tous les faits qui se déroulent chez nos ennemis, doivent nous être d'un entier enseignement et nous invitent à d'utiles réflexions sur l'attitude que nous devons observer à l'égard de l'Allemagne pendant les pourparlers de paix. Nous ne devons traiter qu'avec un nouveau gouvernement légalement constitué, qui sera susceptible de présider à l'accomplissement des conditions qui seront imposées par la France et ses alliés.

Georges BOURGAREL.

Les porteurs de titres de banques russes. — Le ministre des Affaires étrangères, en France, se préoccupe actuellement de sauvegarder, autant que possible, les intérêts des porteurs français d'actions de banques russes. On sait que l'actif de ces dernières a été spolié par le gouvernement bolchevik, qui les a obligées à fusionner avec la Banque d'Etat. Dans ce but, le ministre des Affaires étrangères adresse aux banques françaises une circulaire dans laquelle il leur demande de lui indiquer l'importance de la participation de leur clientèle dans les banques russes.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 6 décembre, s'établit comme suit :

<i>Département d'émission</i>		Liv. sterl.
Billets émis.....	93.877.000	
Dette de l'Etat.....	41.015.400	
Autres garanties.....	7.434.900	
Or monnayé et lingots.....	75.427.000	
	<u>93.877.000</u>	
<i>Département de Banque</i>		
Capital social.....	14.552.000	
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....	26.530.000	
Dépôts divers.....	154.199.000	
Traites à sept jours et diverses.....	41.000	
Solde en excédent.....	3.262.000	
	<u>198.554.000</u>	
Garanties en valeurs d'Etat.....	73.544.000	
Autres garanties.....	97.597.000	
Billets en réserve.....	26.829.000	
Or et argent monnayé en réserve.....	584.000	
	<u>198.554.000</u>	

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	63.249	76.393	9.967	20.40	6 %
16 oct. 1918	73.317	62.997	167.923	156.882	28.650	17.06	5 %
23 —	73.409	63.397	152.176	141.372	28.462	18.70	»
30 —	73.949	64.204	163.612	153.108	28.195	17.23	»
6 nov.....	74.092	64.700	163.123	152.994	27.842	17.07	»
13 —	74.585	64.937	163.713	153.357	28.098	16.65	»
20 —	75.170	65.223	172.341	161.668	28.397	16.48	»
27 —	75.846	65.941	174.177	163.632	28.305	16.20	»
6 déc.....	76.011	67.048	180.729	171.141	27.413	15.15	»

La nationalisation des chemins de fer anglais. — On dit que le Gouvernement nommera prochainement une Commission technique pour étudier le côté financier du projet de nationalisation des chemins de fer. Il s'agit principalement d'établir les bases sur lesquelles l'Etat effectuerait le rachat des actions et des obligations. Certains économistes assurent qu'étant donné la hausse constante des salaires et des frais généraux, qui menacent de dépasser les recettes actuelles, l'augmentation des tarifs deviendrait inévitable, et atteindrait de grandes proportions si l'Etat ne devenait pas propriétaire de tous les réseaux.

Les titres américains envoyés par l'Angleterre aux Etats-Unis. — En évaluant à 800 millions de livres sterling les titres américains qui ont été envoyés par l'Angleterre aux Etats-Unis pendant la guerre, en vue de cautionner divers emprunts, le

Times fait remarquer que ces valeurs ont été, en grande majorité, simplement prêtées par les particuliers à l'Etat, soit pour cinq ans, soit pour une période qui pourra prendre fin après trois mois de préavis. On estime qu'en 1919 le gouvernement anglais aura remboursé certains des emprunts faits à court terme par la place de New-York, et qu'en conséquence une certaine quantité de titres américains pourront être rendus à leurs propriétaires anglais.

RUSSIE

Reconnaissance des engagements financiers de la Russie. — Les décisions des meneurs bolcheviks amènent des réactions de la part des autorités légalement constituées. Dès sa constitution, le gouvernement d'Omsk et d'Oufa, à la tête duquel est l'amiral Koltchak, a publié, le 21 novembre, une déclaration solennelle pour reconnaître tous les engagements d'ordre financier pris par l'Etat russe, tant envers les nationaux qu'envers les étrangers auxquels il est lié par des traités d'alliance, aussi bien au point de vue de la Dette publique que de tous engagements résultant de contrats de pensions. En même temps, il déclare illégaux tous les actes émanant du pouvoir des soviets, ceux-ci étant des mutins et des rebelles.

Les forces motrices. — Dans son dernier Bulletin la *Chambre de Commerce russe*, de Paris, fait remarquer que le recensement des moteurs se fait dans les différents pays suivant des principes divers qui rendent les comparaisons assez difficiles au point de vue international.

En Russie, les publications officielles ont négligé de comprendre, dans les statistiques, un certain nombre de branches importantes, notamment les mines, les petits établissements. Le nombre total des chevaux-vapeur indiqués en 1908 est de 2.072.081, qui se répartissent comme suit :

	chevaux-vapeur	0/0
1° Industrie alimentaire.....	384.246	18.5
dont 177.218 dans des branches soumises à l'exercice, 10.790 dans les dépôts gouvernementaux d'alcool ;		
2° Industrie cotonnière.....	384.083	18.6
3° Industrie métallurgique.....	319.227	15.4
4° Travail des métaux ; constructions mécaniques.....	270.131	13.0
5° Industrie chimique.....	166.350	8.0
dont 113.066 à Bakou ;		
6° Industrie de la laine.....	94.110	4.5
7° Industrie du papier.....	85.642	4.1
8° Industrie du bois.....	76.753	3.7
9° Le reste de l'industrie.....	291.539	14.1

On a juxtaposé les résultats obtenus en 1908 avec ceux de 1900 et l'on a constaté que, durant cette période de 8 ans, il y avait eu un accroissement de 341.940 chevaux-vapeur ou 39,6 %. La plus valeur la plus considérable a été dans l'industrie textile : coton + 35 %, laine + 52 %.

En 1900, 73,3% de la force mécanique provenait de la vapeur, 17,1 de l'eau, 9,6 de sources diverses.

Quant au nombre des chevaux-vapeur, 91,6 % étaient produits par des machines vapeur, 7,2% par la force hydraulique. L'électricité ne jouait qu'un rôle accessoire.

Quant aux locomotives, en 1911, on en comptait 20.176 en Russie, contre 61.327 aux Etats-Unis, 27.701 en Allemagne, 22.874 en Grande-Bretagne, 16.106 en France.

ITALIE

Les monopoles d'Etat. — Le ministre italien des Finances a déposé à la Chambre un décret de loi établissant, à partir d'un jour à fixer, l'exclusivité

pour l'Etat des approvisionnements et de la vente, ensemble ou séparément, du café, de ses succédanés, du thé, du sucre, du pétrole, de la benzine, de la paraffine et autres huiles minérales lourdes et légères (les lubrifiants exclus) ainsi que les résultats de leur distillation, le charbon minéral (sauf le coke produit en Italie), l'alcool dénaturé, les matières explosives et les lampes électriques. A la même date, l'Etat assumera le monopole de l'extraction du mercure sur le territoire du royaume ainsi que la vente à l'intérieur et à l'extérieur, et le monopole de l'extraction de la quinine et de ses produits secondaires. L'Etat conservera le monopole actuel du tabac, du sel et des cartes à jouer.

En vue de l'après-guerre. — Le sénateur italien Tittoni vient de résumer en dix points le programme économique et social de l'Italie en vue de l'après-guerre. En voici les grandes lignes :

En premier lieu, la reconstitution, à tout prix, et dans le plus bref délai, de la marine marchande afin que l'Italie n'ait plus à compter au point de vue du fret, avec les impositions de l'étranger. Puis vient l'utilisation de toutes les forces hydrauliques du pays, aussi bien de celles qui existent déjà que de celles qui pourront être créées artificiellement ; mais cette utilisation devrait s'effectuer en vertu d'un plan organique embrassant la totalité du territoire. C'est le seul moyen d'obtenir une indépendance relative quant au combustible dont l'importation est nécessaire pour la force motrice. A cet égard, l'Italie devrait insister pour obtenir, en Asie-Mineure, des territoires possédant du charbon et du pétrole.

On devra aussi se préoccuper de donner une solution rapide aux questions des retraites ouvrières ; de résoudre le régime foncier en constituant, comme d'autres pays l'ont fait, le bien de famille insaisissable, et cela en ayant recours, en cas de besoin, à l'expropriation, d'intensifier la production agricole-industrielle ; de rectifier l'organisation des impôts locaux, afin de donner aux provinces les ressources dont elles ont besoin ; et de veiller à ce que l'impôt progressif sur la richesse n'étouffe pas les germes de développement de l'agriculture et des industries.

Il convient aussi de protéger l'émigration, en signant des traités de travail avec tous les pays intéressés, à commencer par la France, où les travaux préparatoires de l'accord sont très avancés. Le neuvième point du programme de M. Tittoni est la proclamation du principe de la porte ouverte dans les grands marchés d'Afrique, d'Asie et d'Extrême-Orient, afin que l'activité économique italienne puisse s'y répandre comme celle des autres nations.

Enfin, le gouvernement devrait, en matière coloniale, supprimer, entre autres choses, les barrières douanières entre l'Italie et ses possessions. Depuis au cas où les colonies allemandes ne seraient pas restituées, l'Italie devra obtenir en Afrique des compensations lui permettant d'assurer aux colonies qu'elle possède déjà les communications et l'interland qui leur sont nécessaires pour se développer.

L'impôt sur le revenu. — Un décret en date du 18 novembre frappe pour 1919, les fortunes représentées par des immeubles et des fonds ruraux, en raison de un pour cent pour les revenus de 10 à 15 mille lire et puis progressivement jusqu'à 8 pour cent pour les revenus de 75.000 lire et au delà. « C'est juste, très juste, remarque l'Italie qui ajoute :

« Mais il y a des fortunes faites avec la guerre que le public italien voudrait voir frapper avec une juste sévérité. Il y a des industriels qui ont vraiment bien mérité de la Patrie et qui doivent avoir une juste compensation pour leur noble effort. Mais

il y a d'autres fortunes de plusieurs dizaines de millions faites sans aucun risque. Les grands industriels qui ont bien mérité de la Patrie n'ont rien de commun avec ces autres spéculateurs de la guerre. Ceux qui n'ont rien gagné avec la guerre sont heureux de contribuer à de nouvelles taxes mais ils veulent que les gains illicites faits à la faveur de la guerre soient frappés sévèrement. »

BELGIQUE

La Bourse de Bruxelles. — La Bourse de Bruxelles devait être rouverte le 2 décembre. Au dernier moment, le 2 décembre au matin, la Commission de la Bourse, d'accord avec l'administration communale, a décidé, sur la demande de la Banque Nationale de Belgique, de retarder de quelques jours encore cette réouverture.

La *Cote Vidal* croit savoir que ce retard a été provoqué par la grave question du papier de guerre dans la circulation monétaire du pays, par la difficulté d'une cotation régulière dans un moment où le mark a encore libre cours et fausse les prix, les billets de la Société Générale de Belgique faisant une prime de 6 à 7 %.

Pour le retrait des marks. — Un décret royal belge stipule que les banques, changeurs et toutes personnes faisant le commerce des changes sont tenus de faire la déclaration de leur encaisse et de tenir désormais un répertoire de toutes leurs opérations. Cette mesure est prise en vue d'empêcher l'entrée en Belgique du mark, qui a cours forcé à 1 fr. 25.

D'autre part, des mesures sont à la veille d'être prises en vue d'organiser le retrait définitif de tous les marks en circulation en Belgique. Déjà, le gouvernement annonce l'émission au pair de bons du Trésor 5 % remboursables en trois ans, payables par les souscripteurs à raison de 3/4 en mark, le solde en monnaie belge.

ETATS-UNIS

La situation du Trésor aux Etats-Unis. — La situation du Trésor aux Etats-Unis au 31 octobre 1918 s'établit comme suit comparativement au 30 septembre 1918 et au 31 juillet 1914 :

<i>Trésor des Etats-Unis</i> (En millions et centaines de mille dollars)			
	31 juill. 1914	30 sept. 1918	31 octob. 1918
Encaisse :			
Or.....	1.254.9	2.531.4	2.540.2
Argent.....	526.1	413.1	402.9
Total de l'encaisse.....	1.781.0	2.944.5	2.953.1
Circulation :			
Greenbacks et autres billets.....	343.9	345.2	346.0
Certificats d'or.....	974.4	937.4	918.7
— d'argent et billets du Trésor de 1890.....	477.0	332.5	317.5
Total de la circulation.....	1.795.3	1.615.1	1.582.2
Dépôts dans les Banques nationales et les Banques de réserve fédérale.....	62.2	314.7	76.6
Disponible dans les caisses du Trésor.....	81.6	— 84.5	182.5
Total de l'encaisse disponible....	143.8	230.2	259.1

Un cinquième emprunt de la Liberté. — A New-York on croit généralement que les souscripteurs au prochain emprunt de guerre, annoncé pour le mois d'avril, recevront certains avantages sous la forme d'exemption d'impôts. On estime, en effet, que, à moins d'attraits exceptionnels, on ne pourra compter sur autant d'empressement de la part du public

	Production		
	1917	1918	Moyenne 1912-16
	(Milliers de quintaux)		
Maïs			
Espagne.....	7.460	6.753	7.024
Italie.....	19.166	17.000	23.883
Suisse.....	64	91	81
Canada.....	1.972	1.757	3.469
Etats-Unis.....	802.543	698.324	701.886
Pommes de terre			
Espagne.....	30.884	22.812	"
France.....	109.227	75.000	116.016
Italie.....	33.936	41.658	27.335
Angleterre et Pays de Galles.....	11.278	11.278	9.125
Italie.....	12.594	12.000	15.514
Suède.....	22.780	17.710	17.719
Canada.....	19.022	28.735	20.412
Etats-Unis.....	120.441	106.494	98.454

En ce qui concerne la récolte de 1918-19 dans l'hémisphère méridional, récolte qui commence actuellement, l'Institut possède déjà deux prévisions pour le froment : l'une concerne l'Australie avec 22 millions de quintaux contre 31.397.551 quintaux en 1917 et 30.042.517 quintaux pendant la période 1912-1916, l'autre est relative à l'Union de l'Afrique du Sud avec 2.594.535 quintaux contre 2.404.027 en 1917 et 1.680.587 durant la période quinquennale 1912-1916.

Vins. — Suivant les estimations de notre confrère, le *Moniteur Vinicole*, voici quelle serait la production du vin en France et dans les colonies nord-africaines en 1918 :

	Hectolitres.
France.....	43.127.305
Corse.....	60.000
Algérie: Alger.....	2.700.000
— Oran.....	2.800.000
— Constantine.....	750.000
Tunisie.....	480.000
	49.917.305

L'année dernière, la production avait atteint officiellement en France et en Corse 38.273.000 hectolitres, en Algérie 6.233.000 et en Tunisie 400.000, soit un total de 44.906.000 hectolitres.

Notre confrère estime le stock à la propriété, à la fin de la campagne 1917-1918, à 1.601.921 hectolitres environ pour la France et à 300.000 hectolitres environ pour l'Algérie.

Le stock des négociants atteignait également, fin septembre, 5.633.043 hectolitres en France et 462.431 hectolitres en Algérie.

Pour la campagne 1918-1919, aussi bien pour la consommation taxée que pour celle en franchise, on se trouve donc en présence d'existences qui, pour la France et ses colonies, représentent environ 58 millions d'hectolitres, stocks compris.

PETITES NOUVELLES

◆ La *Nouvelle Presse libre*, de Vienne, apprend que le gouvernement hongrois a résolu d'envoyer à Paris ses principaux membres, sous la direction du comte Karolyi, pour exposer aux milieux politiques de l'Entente la situation de la Hongrie.

◆ Le Conseil d'administration de la *Société Générale pour le développement du Commerce et de l'Industrie en France* a décidé qu'en vertu de l'autorisation donnée par l'article 57 des Statuts il sera distribué, à valoir sur les bénéfices de l'exercice courant, un acompte de 6 fr. 25 nets par action.

Le paiement s'effectuera à partir du 2 janvier 1919, au Siège de la Société, 29, boulevard Haussmann, à Paris, et dans toutes ses Agences.

◆ La *Rente Extérieure espagnole* convertie en Rente Intérieure s'élève environ à 117 millions de pesetas et la Dette Extérieure domiciliée à 448 millions, soit un total de 601 millions de pesetas, définitivement rapatriés. La Dette Extérieure estampillée s'élevant à 1.043 millions, il reste donc encore à l'étranger 442 millions environ.

◆ L'action du *Crédit Foncier* conserve ses bonnes dispositions à 789 francs.

Les bénéfices que fait ressortir la situation au 31 octobre s'élèvent à 2.539.495 francs pour le mois et à 25.725.011 francs depuis le début de l'exercice, en augmentation de 559.517 francs.

Les provisions et réserves ont, en outre, reçu une dotation mensuelle de 902.965 francs.

Les prêts se sont accrus de 25.442.346 francs et les semestres d'annuités échus de 22.102.624 francs, en y comprenant l'échéance du 31 octobre en cours de réalisation.

La bonne tenue des obligations foncières et communales persiste. Depuis le 1^{er} décembre on procède au remboursement des 9.510 communales 1879 et des 9.568 communales 1880, amorties au pair au tirage du 5 septembre dernier.

Marché Financier

Paris le 12 décembre 1918.

L'Emprunt a tout absorbé, tout englouti ; c'est, du moins, ce qu'il paraît à lire les comptes rendus quotidiens des séances de la Bourse ; le marché est de moins en moins animé. Seules les Rentes 4 % conservent leur fermeté.

La Bourse sera très probablement fermée, samedi prochain, en l'honneur de l'arrivée du Président Wilson.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 62,90 ; 5 %, 88,05 ; 4 % 1917, 70,90 ; 4 % 1918 libéré, 71,70 ; 4 % 1918 non libéré, 72,50 ; Banque de France, 5.255 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1.349 ; Crédit Foncier, 789 ; Crédit Lyonnais, 1.300 ; Compagnie Algérienne, 1.455 ; Actions Est, 921 ; P. L. M., 910 ; Orléans, 1.070 ; Midi, 905 ; Nord, 1.290 ; Ouest, 708 ; Métropolitain, 500 ; Nord-Sud, 174,75 ; Omnibus, 480 ; voitures à Paris, 440 ; Suez, 5.430 ; Thomson-Houston, 160 ; Boléo, 792 ; Pennarroya, 1.305 ; Extérieure, 93,50 ; Russe 5 % 1906, 60,50 ; Serbe 5 % 1913 (Monopoles), 70,50 ; Andalous, 362 ; Saragosse, 400 ; Rio-Tinto, 1.808 ; Briansk, 290 ; Prowodnik, 260 ; Naphte 310 ; Tréfileries du Havre, 225 ; Montbard-Aulnoye, 455 ; Etablissements Bergougnan, 1.575.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 656 ; Maltzof, 425 ; Platine, 424 ; Cape Copper, 92 ; De Beers ordinaire, 382 ; Mount Elliott, 116,50 ; Spassky, 52,50 ; Bakou, 1.430 ; Utah, 523 ; Spies, 17 ; Chartered, 30,50 ; East Rand, 11,25 ; Rand Mines, 97,50 ; Modderfontein B, 234 ; Malacca ordinaire, 135 ; Financière des caoutchoucs, 260.

Marché de Londres (derniers cours). — Consolidés, 59 3/4 ; Emprunt 3 1/2, 87 7/8 ; Emprunt français, 85 3/8 ; South Eastern, 39 ; Ontario, 25 1/2 ; United Steel com, 104 ./. ; Canadian Pacific, 178 ./. ; Rand Mines, 67 7/8 ; De Beers, 13 1/2 ; Rio Tinto, 65 1/2.

Marché de New-York (derniers cours). — Atchison Topeka, 94 1/2 ; Calumet, 445 ; Canadian Pacific, 160 1/4 ; General Electric, 152 ./. ; Louisville Nash, 121 1/2 ; Southern Pacific, 102 1/4 ; United Steel com, 99 1/2 ; Union Pacific, 129 1/8 ; Argent en barres, 101 1/8.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Smart, imp.